

Lisez nos pages 3 et 4 consacrées à l'Espagne

PREMIERE ANNEE. — N° 1.

15 MAI 1937.

UN FRANC.

REBELLION

PARAIT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

ABONNEMENTS :

Etranger : 6 mois 3 belgas
1 an 6 belgas
Belgique : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.

Tous les versements doivent être effectués au compte chèq. post. 175.360, de Léo CAMPION, Bruxelles.

CORRESPONDANCES :
33, rue Ernest Allard, Bruxelles.
(Belgique)

La rédaction reçoit sur rendez-vous.

Présentation

Nous accorderons peu de place à cette formalité, et certes le lecteur ne s'en plaindra point.

Des professions de foi! des programmes! des déclarations de principes! Il y a saturation.

Ce que nous sommes; ce que nous voulons?

Nous disons: Paix, Justice sociale, Liberté. Nous parlerons de Droit humain véritable, de Monde-nouveau, de Révolution nécessaire.

On objectera l'usure de ces mots et de tous les autres, et l'on demandera de préciser.

Nos préciserons. Non seulement par quelques formules mais par une affirmation et une critique constante devant les idées, les faits, les événements.

Et c'est exactement toute la raison d'être de "Rebellion".

C'est ainsi seulement que l'on pourra nous connaître mieux et nous juger. Personne ne s'en plaindra; à moins de n'être amateur que de littérature.

Quant à l'utilité de "Rebellion", sa nécessité impérieuse, etc., le lecteur né malin aura compris que si nous ne pensions pas que ce journal est nécessaire, nous ne nous serions pas donnés tant de peine pour le créer.

Et ici nous ne parlons plus que pour ceux qui nous accordent, dès à présent, le bénéfice de leur sympathie.

On se plaint volontiers des faiblesses de la presse qui veut être indépendante et "Rebelle", mais on a la conscience en paix après avoir payé un franc pour son journal et on se croit héroïque si l'on s'est abonné.

On sait pourtant, que des organes comme celui-ci ne peuvent jamais en - Belgique surtout - vivre de leur vente et qu'il leur faut d'autres ressources.

Il y a deux genres de ressources; celles qui sont honnêtes et celles qui ne les sont pas. Là est l'explication de tant de misères.

"Rebellion" ne vivra donc que si ses amis ne sont pas simplement ses acheteurs, mais s'ils deviennent ses collaborateurs.

Nous avons fait ce que nous pouvions et nous continuerons.

A vous maintenant.

"Rebellion"



Monsieur Van Zeeland Premier Bourgeois du Royaume

On a dit de M. Van Zeeland qu'il était fasciste.

Ce n'est pas exact.

On a dit de M. Van Zeeland qu'il était aux mains de Moscou.

C'est idiot.

On a dit de M. Van Zeeland qu'il était l'agent des jésuites.

Ce doit être exagéré.

Certes M. Van Zeeland est un étrange personnage, et malgré qu'il fasse maints copieux discours, il ne dit rien de ce que l'on voudrait savoir. Les onctueuses homélies sur « l'Institut National » et « les solutions Belges », qu'il nous sert régulièrement, n'étant que pour amuser la galerie.

Toutefois, l'inconsistance systématique qui caractérise ce chef de gouvernement n'est pas, croyez le bien, la conséquence d'une déficience intellectuelle et moins encore une simple incapacité oratoire.

M. Van Zeeland a parfaitement compris, et du premier jour, que le seul climat qui lui convienne est précisément ce vague, ce trouble et ce mystère qu'il entretient en permanence.

S'il lui fallait une devise; aucune ne lui conviendrait mieux que : « A chacun sa vérité ». S'il fallait une comparaison; nous dirions que M. Van Zeeland est comme ces auberges perdues où l'on trouve... tout ce que l'on apporte.

Car s'il est vrai que M. Van Zeeland n'est, politiquement, ni catholique, ni libéral, ni socialiste, s'il n'est ni conservateur ni révolutionnaire, s'il n'est pas nationaliste et pas internationaliste ni rien; il est plus que cela. Il est le tout ensemble malgré qu'il soit chacune de ces choses, tout en étant lui-même.

Vous ne saisissez sans doute pas très bien; moi non plus, mais les mystères, par définition, c'est toujours comme ça!

Mais qui est-il cependant?

M. Van Zeeland est essentiellement, profondément, exclusivement, psychologiquement et même physiquement, un bourgeois, un pur, un vrai de vrai.

A bien dire, il est de petite maison et ses premiers pas n'eurent point pour théâtre les grands salons. Mais il n'en a, en l'occurrence, que plus de mérites.

Né de parents « modestes et laborieux », il fut un enfant modèle, un collégien modèle, un soldat modèle, un employé modèle. Tant et si bien qu'à quarante ans il était Vice-gouverneur de la Banque Nationale. Ce qui est une bonne place et ce qui prouve bien que la vertu

est toujours récompensée.

Avant de devenir un Ministre modèle, M. Van Zeeland a donc gagné ses grades. La bourgeoisie; il la connaît de bas en haut, il a grandi à travers elle, il lui doit tout. Mais elle lui doit plus encore.

C'est bien pourquoi ce Degrelle n'est qu'un maladroit excité. Qu'espérait-il donc avec son fascisme à la manqué?

Quelle est la raison d'être essentielle du fascisme, quand trouve-t-il une base réelle et des conditions favorables?

Uniquement lorsque la bourgeoisie en tant que classe se sent débordée et que souffle sur elle un vent de panique.

La bourgeoisie belge se sent-elle menacée et abandonnée?

Voyons! Et M. Van Zeeland alors, à quoi sert-il?

Tout cela, direz-vous, dépeint quelque peu l'homme sans expliquer son extraordinaire succès.

Qu'est-ce donc qui réalise autour de M. Van Zeeland, cette sacrée union qui va du Cardinal primat de Belgique aux communistes?

Qu'est ce qui donne à cette figure par elle-même, assez terne, un rayonnement mécanique?

En bref, M. Van Zeeland est l'homme révé du moment. Il reflète admirablement la confusion inouïe de notre époque et de notre pays.

Il faut, pour s'en bien convaincre, se reporter aux temps où il prit le pouvoir.

Tout était usé, les partis discrédités, le personnel politique dirigeant semblait compromis à jamais. C'était fini de remplacer Jaspars par de Broqueville, Neujean par Segers etc... Il fallait à tout prix un homme obscur et nouveau.

M. Van Zeeland se trouvait là à point nommé. Au surplus il présentait bien et allait à la messe. Comment n'y avait-on pas songé plus tôt.

Sans doute, les débuts furent parfois pénibles. Il est permis de croire qu'au sortir de certaines séances parlementaires où les grands et petits fauves glapissent en liberté il eut l'envie sincère de rendre son tablier, et que Spaak, qui en avait vu bien d'autres, dut faire le soigneur.

Mais il s'y fit avec une persévérance admirable. Et quelle maîtrise de soi. Jamais un impair, jamais de mouvements d'humeur, ou alors juste ce qu'il faut pour paraître ému. Quel habile homme.

Quel chef-d'œuvre d'éducation bourgeoise.

Il fut l'homme du moment et il le reste

parce que ce moment dure.

La politique se trouve chez nous au point mort. Autrement dit dans un équilibre relatif, instable et passager.

Ni le prolétariat ni la bourgeoisie ne sont en période offensive. Le nationalisme flamand de son côté se débat dans une confusion interne et intense.

Le parti catholique est en pleine désorganisation (qu'il appelle réorganisation!)

Le parti libéral essaie à tout prix de regagner son prestige passé et, à chaque coup, retombe un peu plus profondément dans le marécage de ses contradictions et son épiphyse d'arrivisme.

Le P. O. B. vit de son demi-million de cotisants, sans savoir encore s'il sera Front-populaire, Front-national ou autre chose.

Le parti communiste attend les ordres et contr'ordres de Moscou et est prêt à n'importe quoi avec n'importe qui.

Après cela, demandez-vous, dans le cadre du régime actuel, qui mieux qu'un homme comme M. Van Zeeland, pouvait concrétiser l'impuissance et la venterie unanime des partis.

Mais là où M. Van Zeeland donna la pleine mesure de son talent, ce fut en politique internationale et militaire.

Après la guerre et « la victoire », la Belgique était devenue tout naturellement un satellite de la France. Il apparut cependant, à la longue, que dans l'Europe actuelle la politique étrangère n'est pas chose aussi simple. On s'en aperçut en Pologne, en Yougo-slavie et ailleurs. Les intérêts et le jeu des puissances sont complexes, instables et mouvants. Il n'y a pas que la France en Europe, il y a, par exemple, l'Angleterre. Si bien que de toute évidence s'imposait à la Belgique une politique de repli, d'attente et de réserve.

En suite de quoi la Belgique mit le cap sur la neutralité.

M. Van Zeeland conduisit la manœuvre en pilote consommé et, voulant servir la paix jusqu'au bout, fit admettre par la même occasion ce que M. Devèze n'avait jamais obtenu; les 17 mois de service militaire.

Quelques discours, quelques démarches internationales et quelques signatures sur des papiers de chancelleries étaient acquis à la « neutralité », le potentiel de guerre de Belgique était accru de moitié.

ERNESTAN.

(Voir suite en 6^{me} page.)

LETTRE DE PARIS

LA PUCELLE AU TRIPLE VISAGE

Ceux qui disent qu'on ne fait rien pour le peuple français sont des méchants, des hargneux et des va-de-la-gueule. Je dirai plus : ils abusent de notre patience.

Car on fait tout pour le peuple. Des super-défils sont mis en scène pour lui, trois fois par semaine, par ce pauvre M. Jouhaux qui se prodigue et se multiplie devant tous les micros et sur tous les écrans de France.

Des meetings monstres sont organisés tous les soirs avec la Thorezina en exclusivité et défilé devant les restes momifiés du camarade Cachin, la main tendue aux frères catholiques.

Quant aux fêtes nationales, il en pleut.

Après avoir fauché la Marseillaise aux manifestants d'en-face, voilà qu'on leur barbotte leur Pucelle.

Pourquoi pas?

Pour la Marseillaise, on s'est avisé, après quelque cent cinquante ans de réflexion, qu'elle pouvait faire avec ses peuples esclaves, ses tyrans et son sang qui abreuve les sillons, un hymne révolutionnaire fort acceptable. Autant que l'Internationale amputée de son cinquième complet.

De même s'est-on souvenu, avec un recul de cinq siècles, que Jeanne d'Arc avait des origines très prolétariennes — en dépit de la particule — et qu'elle aurait été inscrite, de nos jours, au syndicat des gens de maison, affilié à la C. G. T.

Donc, arriére les camelots du roy! Silence aux souris de sacristie! Bas les pattes, Messieurs des Deux-cents familles!

La Pucelle avec nous!

Une qui ne disait rien, et pour cause, c'était Jeanne la Lorraine. Mais du haut de son socle, elle n'en pensait pas moins. Elle pensait que les prolétaires feraient une drôle de bobine lorsque les « responsables » les prieraient de défilé, place St Augustin, à la suite de Léon l'Adipeux ou place des Pyramides, devant l'effigie tout en or, après La Rocque, Taittinger, Mgr Baudrilart et les enfants de chœur des écoles chrétiennes.

On a beau être pour le Front des Français, il y a de ces odeurs d'encens qui vous tournent un peu sur le cœur. Et il faut bien avouer que, trempé dans l'eau bénite, le geste du poing tendu perd un peu de sa valeur.

Oui, mais elle oubliait un détail, cette sacrée Pucelle. Elle perdait de vue, tout simplement, qu'une troisième statue la représentait, à Paris, dans ce 13^e arrondissement que hantent les chiffonniers, les clochards, les manœuvres nord-africains et les filles de la barrière d'Italie.

Une pauvre statue, à vrai dire, un peu moisie, rarement époussetée. Une statue de pauvres, quoi! Un navet qu'une administration embarrassée avait relégué là, un jour d'ennui et dont la presse « de gauche » vient de se saisir.

Pour en faire don au peuple.

Oh, ce premier défilé des « masses » devant l'idole du boulevard St-Marcel n'a pas été un triomphe. Mais, comme disent les maîtres-nageurs aux actualités du cinéma, on tâchera de faire mieux la prochaine fois.

Qu'est-ce qu'une courbette de plus quand on a déjà adopté l'armée et la police; quand on a accepté le comité de non-intervention et applaudi aux augmentations massives des budgets de guerre?

Allons! avec le prolétariat de Paul Faure et de Vaillant-Couturier, avec l'aide de Moscou et du Vatican, tous les espoirs sont permis.

L. M. PAPPO.



MICMACTUALITES

Des amis de Liège m'ont posé cette question : « Etes-vous pour la neutralité absolue de la Belgique en cas de conflit armé entre la France et l'Allemagne ? »

Je leur ai répondu ceci :
J'ai la faiblesse de tenir à ma peau et à ma liberté, n'ayant que cela à défendre.

Aussi ne suis-je pas disposé à les sacrifier éventuellement sur l'autel de la patrie belge qui, à mon corps défendant, me compte au nombre de ses enfants. Et pas davantage à défendre, par procuration, d'autres nations amies dont la Belgique serait vassale.

Dans cet esprit, tant de mon point de vue individuel que d'un point de vue collectif, je suis désireux de voir diminuer les chances de guerre en général ; et celles qui entraîneraient la Belgique dans un conflit en particulier.

Aussi suis-je partisan de la neutralité. Pas d'une neutralité à la noix de coco, du genre de celle de Spaak et consorts ; neutralité s'accommodant, comme chacun sait, d'une augmentation de la durée du service militaire et d'une augmentation des armements qui, quoique l'on fasse pour les développer ici, seront toujours sensiblement inférieurs à ceux de n'importe lequel d'entre nos puissants voisins, éventuel futur ennemi.

Je suis pour la neutralité volontaire ET ABSOLUE, impliquant le désarmement unilatéral immédiat et la dénonciation par la Belgique de tous accords militaires, pactes ou alliances officiels ou secrets — toutes choses au sujet desquelles il faudrait, pour leur accorder encore le moindre crédit, beaucoup de ces illusions dont l'expérience nous a heureusement débarrassés.

Il faut d'abord et avant tout EVITER LA GUERRE parce que la plus mauvaise des paix cause infiniment moins de dommages — dans tous les domaines — que la moins défavorable des guerres. Pour ce, S. D. N. et Sécurité Collective ont fait faillite. Pour empêcher la guerre, il n'y a qu'un moyen : c'est de renoncer à la faire, aussi lapalissien que cela puisse paraître. Tant pis pour les peuples qui ne sauront pas imposer cette vérité à leurs dirigeants.

Je me suis, quant à moi, désolidarisé depuis longtemps du troupeau qui, incapable de concevoir et d'appliquer ce renoncement, marcherait — comme il l'a fait toujours — à l'abattoir.
En quelque cas que ce soit et quel que soit le prétexte invoqué, je ne marcherai pas ; ni pour la Belgique, ni pour la France, ni pour l'Allemagne, ni pour l'U. R. S. S., ni pour la Patagonie...

Dans l'éventualité d'un conflit France-Allemagne, je sais bien que l'on m'objectera qu'il faudrait abattre le fascisme hitlérien et défendre la démocratie française.

Je répondrai qu'on nous a déjà fait le coup en 1914 et qu'une fois suffit. Alors il s'agit d'abattre le militarisme allemand et on n'a fait que renforcer le militarisme universel.

Et puis je sais bien que c'est le capitalisme français, et par voie de conséquence le capitalisme international, que je défendrais en même temps que la démocratie française de M. Daladier.

Il faut avant tout éviter la guerre, écrivais-je plus haut ; si elle n'est pas évitée, j'éviterai au moins d'y participer. Je souhaite aux peuples de Flandre et de Wallonie d'en faire autant.

Voilà pourquoi je suis pour la neutralité.

D'autant plus que les événements d'Espagne démontrent à ceux qui avaient encore besoin de cette confirmation que la seule chance révolutionnaire qui reste aux peuples est de miser sur les méthodes de résistance passive.

Transformer la guerre en révolution ? alors que la révolution se transforme en guerre ! Il faut tout de même se rendre compte. Grèves générales, grèves perlées, non coopération dans tous les domaines, sabotage, non violence collective, terrorisme individuel ; tous les moyens sont bons, mais surtout ne pas suivre l'adversaire sur son propre terrain : il y est le plus fort !...
« Pour être formidable, disait Mirabeau, le Peuple n'a qu'à rester immobile ».

L'Agence Havas croit nous épater à coups de statistiques en nous informant de ce que « en 1936, on a compté un crime toutes les quarante minutes aux Etats-Unis ».

Si son envoyé spécial allait faire un

petit tour du côté de Guernica ou de Madrid, il verrait que les Américains ont plutôt du retard sur les Allemands et les Italiens...

« Mourir n'est qu'un instant, mais vivre pour toujours dans le souvenir de l'humanité vaut bien la peine du sacrifice d'une vie et de toutes les vies ».

Vous pensez sans doute que c'est feu Poincaré qui a écrit cela ? Ou Mussolini ou Pierre Scize ?

Eh bien non ! C'est Frederica Montseny, anarchiste (qu'elle dit) et ministre (qu'elle est)...

Alors on se demande ce qu'elle attend pour s'enrôler comme milicienne.

Si je peux, tout en doutant du résultat, concevoir le désir de « vivre pour toujours dans le souvenir de l'humanité », c'est à la condition expresse de limiter ce désir à soi-même.
En sacrifiant SA vie.

Et cet exemple — qu'elle tarde à nous donner — n'autoriserait pas encore Frederica Montseny à la désinvolture avec laquelle elle dispose de « TOUTES les vies »...

« Mourir n'est qu'un instant ».
Soit ! Mais c'est un instant qui dure longtemps.

Il fut un temps où Frederica Montseny pouvait avec pertinence se croire anarchiste.
Elle est probablement la seule à encore se faire des illusions à cet égard.

Je suis de plus en plus convaincu que dans les conflits sociaux les vaincus ce sont les morts.

Mais, après tout, cela les regarde. Et il en est d'admirables.

On a le droit d'être dupe.
On peut l'être magnifiquement.
Mais on n'a pas le droit de duper les autres.

C'est pourquoi, dans ce journal qui affiche sa sympathie pour les anarchistes espagnols, s'imposait ce petit envoi à l'adresse de Frederica Montseny...

Recevant la presse anglaise, M. Pierre Cot, ministre français de l'Air, a réaffirmé la foi de la France dans la S.D.N.

M. Pierre Cot est président du Rassemblement Universel pour la Paix.
La Paix est en bonnes mains...

En France, les communistes ne se contentent pas d'avoir réconcilié l'Internationale et la Marseillaise, ni de revendiquer Jeanne d'Arc ; ils veulent « faire passer le souffle républicain dans la police, l'armée et l'administration ».

Est-ce que, par hasard, sous la Troisième République, il se pourrait que la police, l'armée et l'administration ne soient pas républicaines ?...

Et comme on comprend que des gens qui passent encore pour révolutionnaires aux yeux de certains s'inquiètent ainsi de sauvegarder le Régime !...



Ce M. de Laveleye est un drôle de loustic. Si on le laissait agir il serait capable de nous faire amnistier !...

Heureusement que sont venues de quide-droit les protestations qui s'imposaient : Fédération Nationale des Combattants, les Invalides de Guerre, les Anciens de l'Armée d'Occupation, les Volontaires de Guerre, les Croix du Feu, les Fraternelles d'après Guerre, les Fraternelles de l'Armée de Campagne, etc. ; bref tous les P.C.D.F. anciens et futurs (pour les lecteurs peu avertis, les initiales P.C.D.F. signifient : pauvres cons du front).

De sorte qu'il y a lieu d'être assez fier de ne pas être amnistié.

En 1917, en Russie, Kerensky au pouvoir et l'ennemi aux portes du Pays, les communistes estimèrent devoir faire leur coup d'Etat. La situation était alors autrement critique pour les démocrates russes que celle des démocrates espagnols actuellement vis-à-vis de Franco.

C'est pourquoi les communistes auraient mauvaise grâce à critiquer l'attitude des anarchistes catalans. Les libertaires espagnols ont été les premiers à s'opposer à la dictature fasciste ; il est lo-

gique qu'ils soient les premiers à s'opposer à une dictature marxiste.

Si nos souvenirs sont bons, la tripartite gouvernementale fut basée sur le statu quo en matières militaires et scolaires notamment.

C'est pour ça qu'on a voté les dix huit mois et la pension des instituteurs confessionnels.

C. Q. F. D.

Opposés à toutes les dictatures, d'où qu'elles viennent, ils ne toléreront jamais que l'Espagne devienne une colonie russe.

Tant que la F. A. I. et la C. N. T. se sont vus, Moscou ne règnera pas sur l'Espagne.

Beaucoup appréciée, la loyale attitude de M. Eden vis-à-vis de la démocratie espagnole...

Au fond, et tout bien réfléchi, c'est la faute à la démocratie espagnole.

Si au lieu de devenir une démocratie ouvrière — à coups d'expropriation et de socialisation — elle était restée une démocratie bourgeoise et capitaliste, M. Eden l'eût défendue avec plus de cœur...

Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre ça.

Touchée sans doute par la grâce, Madame Cécile Sorel a déclaré : « On ne jouit bien qu'au ciel ».

Allons, il y a des conversions qui s'expliquent...

Sur quelques misères de la politique internationale

Temps difficiles, vraiment, pour les simples mortels qui s'intéressent à la politique internationale.

Impossible, à peu près, de lire, à ce sujet, une chronique qui ne traite légèrement les problèmes discutés ou ne contienne des jugements trop vagues ou des conjectures dérisoires.

Il ne faut point, certes, connaître les multiples aspects des questions internationales, ni toutes les cartes du jeu diplomatique, pour remarquer les forces qui s'affrontent et en écarter les risques catastrophiques. Qui regarde un peu sait que les intérêts de l'Allemagne se heurtent à ceux de la France, que l'impérialisme anglais entend rognier les griffes de l'impérialisme italien, que la voracité du Japon menace la Russie, bref, que les capitalistes nationaux s'entre-choquent et que ces derniers « portent la guerre comme la nuée porte l'orage ».

Il n'empêche que le recours au moyen extrême dépend beaucoup des armes que procurent les alliances proclamées ou secrètes, les complacités affichées ou tacites.

Or, les gouvernements, quels qu'ils soient, ne révèlent jamais leurs desseins réels, ni la nature de leurs tractations, ni la mesure de leurs engagements. Et les initiés se taisent, bien entendu. Plus de diplomatie secrète, promettait Wilson en 1918 !

Par ailleurs, les gouvernements actuels modifient ou paraissent modifier assez facilement leur position dans le concert diplomatique — concert cacophonique fort réussi. Tel que l'on désignait comme un sûr partisan de la constellation X en apparaît brusquement comme un adversaire. Tel autre que l'on tenait pour un ennemi de Y s'en rapproche du jour au lendemain. Hier, tout semblait clair, bien clair en politique internationale. On découvrait, nettement découpés en cette Europe démente, les blocs rivaux. Aujourd'hui, bien téméraire qui en nommerait tous les éléments. Et qui ne voit que beaucoup de gouvernements jouent sur deux tableaux ?

Ainsi donc, les nombreux remous, les revirements, les feintes et les déclarations ambiguës obligent les pauvres chroniqueurs à reviser très fréquemment leur opinion et à offrir des thèmes inconsistants. Sans dommage sensible, car les lecteurs, pour la plupart, ne constatent pas du tout les changements de ton que le journal ne justifie pas, ni les grossières bévues qu'il n'avoie jamais.

Vain, donc, et dupeur, le propos de démêler les fils des intrigues diplomatiques, et de vouloir en prévoir le déroulement. C'est presque toujours se fier aux apparences et bâtir sur le sable mouvant.

Que les feuilles conservatrices et réactionnaires se livrent régulièrement à ces exercices, rien de plus normal. C'est dans l'ordre des choses que la presse bourgeoise consacre l'accessoire, néglige le principal et remplisse de vent la cervelle du plus grand nombre en trouble la vision des autres. Mais que les organes socialistes se comportent généralement

Father Divine, le Dieu des Noirs de New-York, m'a tout l'air d'un drôle de Zigoto. Comme tous les dieux d'ailleurs (exception faite pour Vénus, Phalès, Priape et Bacchus pour qui je ne peux me défendre d'une certaine sympathie)...

Oyez plutôt :
La sœur Mary a été excommuniée par father Divine pour avoir déclaré qu'il était « un homme comme tous les autres »...

On aimerait tout de même savoir si l'origine de l'hérésie fut manuelle ou bucale ?

Car nous sommes curieux...

Il paraît aussi que father Divine bouffe comme quatre. Et ne s'en ressent pas pour prescrire de jeûnes.

Il a été fêté par ses disciples au cours d'un gueuleton pantagruélique.
Pendant que father Divine se collait tout ce qu'il pouvait derrière la cravate, les fidèles clamaient en cadence : « Dieu a fait !... »

Ce qui m'a fait penser à mon ami Dieu (Marcel) qui ne crache pas dessus lui non plus.

Et puis il n'y aurait pas de raisons de s'arrêter. « Les Dieux ont soif »...

A propos de l'amnistie des traîtres, on m'a demandé si j'étais partisan de lutter contre le doryphore ?

Je répond sans équivoque :

Je suis pour l'année de quarante heures, la transmutation des sexes et la remise en état du vase de Soissons.

Voilà qui est net !...
Léo CAMPION.

ESPAGNE 1937

Domingo Ascaso et Fidel Miro tués à Barcelone

Au cours des événements sanglants qui viennent de se dérouler dans les rues de Barcelone, nos deux camarades ont trouvé la mort.

Domingo Ascaso était le frère de Francisco Ascaso tué en juillet en dirigeant l'assaut de la Caserna Atarazamas.

Tous deux vécurent à Bruxelles pendant plusieurs années et les camarades d'ici ne les ont pas oubliés.

Fidel Miro était le vaillant secrétaire des Jeunesses Libertaires de Catalogne.

La liste s'allonge de nos compagnons tués en combattant le fascisme — qu'il soit de droite ou de gauche.

Et ce sont les meilleurs qui s'en vont...

CE QUE DISENT LES COMITES ANARCHISTES

« On prépare en sous-main, dans certains partis antifascistes, un armistice avec nos ennemis irréconciliables qui permettra de nous donner comme « honorables » généraux de notre peuple les militaires traîtres qui ont cédé une partie de notre sol à Hitler et à Mussolini ».

« On envoie les fils du peuple au front mais on garde à l'arrière — pour des fins inavouables — les corps de répression ».

« Nous sommes prêts à retourner à la lutte farouche — clandestine s'il le faut — contre tous les tyrans du peuple ».

« Avant de renoncer à la révolution, nous saurons mourir sur les barricades ».

Comité régional

des Jeunesses Libertaires

de Catalogne.

REVOLUTIONNAIRES D'ABORD ET TOUJOURS !

L'ordre révolutionnaire doit être établi avec des armes prolétariennes.

Que la politique se taise si elle ne veut pas être écrasée par la révolution. (Comité des Groupes du Bajo-Llobregat).

L'or de Valence doit servir à vaincre le fascisme !

Les anciennes troupes de répression : gardes d'assaut, gardes de sécurité, gardes civils, carabiniers, motos de escuadra doivent aller au front et non se tenir prêts à assassiner les ouvriers à l'arrière !

Pas de salaires fabuleux pour les fonctionnaires de l'arrière ! Salaire unique pour tous !

La Fédération locale des Groupes Anarchistes de Barcelone.

et des coups de gueule. Pour notre part, et à considérer la faillite de la S.D.N. et de la conférence de désarmement ; à voir l'immense baudruche crevée des discours officiels et pacifistes ; à constater la veulerie ou, à tout le moins, l'inertie des partis de gauche et la vitesse vertigineuse de la course aux armements ; à sentir le souffle apocalyptique de la guerre, nous comprenons le geste de Lansbury. Geste sans répercussion possible sur l'évolution de l'Europe ? Sans doute. Geste sans résonance appréciable dans la conscience des hommes ? Hélas ! En tout cas, un geste admirable. Au moins digne de respect.

En tout cas, il n'appartenait pas aux socialistes de la II^e Internationale de se gausser de Lansbury et encore beaucoup moins de le mettre au pilori de cette internationale. Est-ce dans le socialisme, tout imprégné d'idéalisme, que certains puisaient les railleries qu'ils décochaient au vieux socialiste anglais, coupable, suivant ses accusateurs mêmes, de pêcher par idéalisme ? Des quolibets pour un acte pareil, à un des rares militants socialistes dont l'honnêteté foncière se manifeste à tous les yeux ! Misère ! Essayez un peu, les détracteurs, de dénigrer valablement les chefs socialistes qui possèdent autant de valeur morale que Lansbury !

Effarant spectacle que donnait les autres juges, qui se dénomment social-démocrates allemands. Ces ex-stratèges de couloirs parlementaires, ces ronds-de-cuir en disponibilité, ces anciens esclaves de l'opportunisme le plus plat (rappelez leur demi-soumission à Hitler, au début de l'ère naziste), ces gaffeurs énormes, ces capitulards, ces artisans de la plus colossale débâcle socialiste, ces gens osaient déclarer en termes sévères, que Lansbury commettait une faute excessive, déforçant l'anti-hitlérisme et offensaient les représentants « qualifiés » du socialisme allemand !

Misères de la politique internationale !
G. RAMEN.

ESPAGNE 1937

UNE DÉCLARATION du Comité International de Défense Anarchiste

QU'AURAIT FAIT LE GOUVERNEMENT REPUBLICAIN, LE 19 JUILLET 1936, SANS LES ANARCHISTES ?

A la pointe du combat, en tête du peuple espagnol, ce sont la Fédération anarchiste Ibérique et la Confédération Nationale du Travail qui ont fait échec au coup d'état fasciste.

L'Espagne n'est pas l'Allemagne ou l'Italie. Là où existe un mouvement libérateur puissant, le fascisme ne passe pas. L'hommage unanime rendu aux qualités combattives et constructives des anarchistes espagnols le prouve.

En raison de leurs principes, opposés à tout esprit d'autorité et de dictature, les anarchistes VICTORIEUX et MAJORITAIRES ne voulurent pas — comme ils auraient pu le faire — s'imposer aux autres tendances révolutionnaires. Ils collaborèrent loyalement à l'instauration d'une société socialiste et à la défense de la révolution. C'est dans cet esprit qu'ils participèrent au Gouvernement, contrairement à leur attitude de toujours, espérant, par cette concession, donner plus d'homogénéité à la lutte antifasciste. Ils réclamèrent toujours depuis le commandement unique, dans un esprit révolutionnaire et en s'opposant à l'esprit militariste de l'ancienne république.

Les partis politiques — TOUS de tendances autoritaires et gouvernementales — acceptèrent la collaboration des anarchistes, mais cherchèrent, petit à petit, à faire prévaloir leurs idéologies au détriment des solutions purement sociales préconisées et APPLIQUÉES par les anarchistes.

Des manœuvres auxquelles ils se livrèrent, nous pourrions citer de multiples exemples. Nous nous bornerons à rappeler que le gouvernement central a abandonné prématurément SAINT-SEBASTIEN et IRUN ; qu'il n'a pas su organiser la défense du Pays basque ; qu'il a — par l'intermédiaire du colonel VILALBA, le traître de Huesca — livré MALAGA aux fascistes ; qu'il a — en Aragon (où les milices anarchistes dominent) — saboté systématiquement les opérations de défense, de ce fait SARAGOSSE et HUESCA qui, depuis longtemps, devaient être reprises aux nationalistes, sont toujours en leurs mains et conséquemment BILBAO reste menacée ; etc., etc...

Cette carence des partis gouvernementaux a créé chez les anarchistes une méfiance légitime.

Ils n'ont pas oublié le précédent russe : massacres des anarchistes à Moscou et à Cronstadt et destruction du mouvement makhnoviste.

Des mesures répressives d'ordre public récemment décrétées par la généralité de Catalogne, avec l'assentiment des représentants de la C. N. T., mesures visant les séditions fascistes cachées encore du côté gouvernemental, ont été retournées contre les anarchistes.

Ces derniers jours, les carabiniers républicains ont dépossédé ou tenté de déposséder les anarchistes des centres de contrôle qui sont ou étaient entre leurs mains à Figueras, Pucherdà, la Junquera, Barcelone, obligeant nos camarades à passer à l'action directe pour sauvegarder les conquêtes du prolétariat catalan et BARRER LA ROUTE A LA CONTRE REVOLUTION.

Le C. I. D. A. se devait de faire cette mise au point pour dénoncer les incorpales et les politiciens de mauvaise foi qui systématiquement déforment les faits et cherchent à discréditer les anarchistes espagnols dans l'opinion ouvrière.

Le C. I. D. A. fait confiance à ses camarades de la F. A. I. et de la C. N. T. Le prolétariat reconnaîtra les siens.

Pour le Comité International de Défense Anarchiste
Le Secrétaire f.f. : Léo CAMPION.

Que les calomniateurs des anarchistes espagnols en prennent leur parti : Gagner la guerre ne veut pas dire perdre la révolution

Les événements de Catalogne

Au moment de mettre le journal sous presse, les renseignements qui nous parviennent de Catalogne sont trop incomplets et trop contradictoires pour que nous puissions avoir une idée exacte de la situation.

On verra cependant par les articles et documents ci-contre que ces événements n'ont rien d'imprévu. Ils sont une manifestation inévitable de la lutte qui oppose, en Catalogne et dans toute l'Espagne républicaine, les forces conservatrices et les forces révolutionnaires.

La tendance conservatrice est constituée : par les éléments bourgeois et petit-bourgeois qui défendent leurs privilèges économiques ; par les politiciens qui défendent leurs privilèges politiques ; par l'influence des démocraties capitalistes françaises et anglaises. Enfin, par les stalinien qui pratiquent en Espagne comme partout l'alliance étroite avec les forces conservatrices.

Pour ces divers éléments, la lutte contre Franco est une guerre nationale pour conserver le régime antérieur.

La tendance révolutionnaire est constituée par la Confédération Nationale du Travail, la Fédération Anarchiste Ibérique, le Parti Ouvrier d'Unité Marxiste, et, en un mot, par toute la partie active du prolétariat ouvrier et paysan (y compris celle qui est groupée dans d'autres organisations).

Ce prolétariat révolutionnaire catalan et espagnol veut la suppression complète et immédiate de toute exploitation capitaliste, que ce soit sous l'égide de la démocratie ou non. Il ne veut plus de la dictature de fait des politiciens, fussent-ils appelés « de gauche ». Ils ne se sacrifient pas non plus pour renforcer la coalition diplomatique et militaire du « Bloc des démocrates ».

C'est grâce à cette masse révolutionnaire que le coup de l'Etat fasciste ne réussit pas. Ce fut elle qui supporta les premiers chocs au prix de sanglants sacrifices.

Aujourd'hui, les contre-révolutionnaires républicains et stalinien ont cru le moment arrivé de liquider les organisations révolutionnaires prolétariennes.

La suite des événements montrera ce qui en est résulté et nous ne manquons pas d'en reparler largement.

Les travailleurs ne se laisseront pas désarmer

Depuis quelque temps une certaine presse et plus particulièrement un certain écrivain comblent de louanges la C. N. T. qui, évidemment, ne sont nullement désintéressés.

Nous faisons savoir à tous que nous nous méfions des plaisanteries surtout quand on veut par elles, recommencer ce qu'on n'a pu réussir l'an dernier.

Ce ceux qui nous couvrent de louanges, la plume dans une main et la dague florentine dans l'autre en prennent note.

Et que les camarades de la C. N. T. sachent que, dans nos décisions heureuses ou erronées, aucun organisme étranger à nos normes de conduite et à notre discipline ne doit intervenir.

P. 1., col. 2 :

« Ce serait du beau si ceux qui donnent des armes au peuple pour vaincre le fascisme essayaient de leur leur enlever après que le peuple les a conquises et quelles sont à lui ! Camarades ! Les armes valent plus que les discours. Ne permettez pas qu'on vous les enlève sous aucun prétexte ! »

P. 12 bas de page :

« La garantie de la révolution est le prolétariat en armes. Chercher à désarmer le peuple c'est se placer de l'autre côté de la barricade. On peut être conseiller ou commissaire tant qu'on veut, mais on ne peut décréter l'ordre de désarmement contre les travailleurs qui luttent contre le fascisme avec plus de générosité et d'héroïsme que tous les politiciens de l'arrière-garde dont l'incapacité et l'impuissance ne sont ignorées de personne. Travailleurs ! Que personne ne se laisse désarmer sous aucun prétexte ! Notre consigne est : Que personne ne se laisse désarmer ».

SOLIDARIDAD OBRERA
2 mai 1937.

POURQUOI ILS SE BATTENT.
Les anarchistes ne sont pas des mercenaires prenant part à la lutte contre le fascisme pour le compte de la bour-

geoisie libérale catalane. Dans tous leurs appels, les organisations F. A. I. et C. N. T. ont souligné que la Révolution sociale était leur seul but.

La vraie façon de résoudre toutes les crises L'Alliance ouvrière révolutionnaire

La crise du gouvernement de la Catalogne a été résolue. Résolue sous l'aspect politique de la formation d'un nouveau Conseil, l'expérience nous dicte de ne pas nous faire de faciles illusions au sujet de la durée du nouveau Gouvernement. Les 21 jours de négociations, les polémiques publiques, les plateformes proposées, les choses dites dans la presse et la tribune ne sont pas effacés simplement du fait qu'on est parvenu à constituer un Gouvernement avec les mêmes représentants, qui provoquent la crise, dans le Conseil. Les affirmations des divers partis et organisations ont été enregistrées. Il y a les exigences non satisfaites parmi lesquelles nous rappelons seulement l'incompatibilité de certaines personnes, membres du nouveau Conseil de la Généralité, et de notre mouvement régional particulier. De l'aveu de tous, la crise a des racines profondes : l'atmosphère asphyxiante de la politique de partis, l'incompétence de certains personnages pour certaines charges exploitées à des fins politiques, les manœuvres et les procédés intolérables pour ceux qui — comme les représentants de la C.N.T. — ne sont pas entrés et n'entrent pas dans le Gouvernement pour faire de la politique, mais pour partager des responsabilités pendant la guerre et exercer un contrôle dans la direction d'événements si graves pour la classe prolétarienne.

Le temps montrera ce qu'il y a d'efficace dans l'accord au sujet d'un plan de réalisation pour la nouvelle étape officielle. Pour nous, il y a une question de fond qui peut résoudre tous les problèmes, y compris les luttes dans les sphères élevées du Gouvernement. Cette question de fond, c'est l'accord préalable entre les travailleurs. Nous disons bien : entre les travailleurs. Parce que si les travailleurs pouvaient mettre en pratique tout ce qui est dans leur cœur et dans leur cerveau, l'Alliance Ouvrière serait un fait dans l'Espagne toute entière. Elle ne l'est pas, pour la raison bien démontrée, que certaines régions — la Catalogne par exemple — sont sous la direction politique d'un parti qui ne veut pas l'unité syndicale et qui répond par le silence aux sollicitations de la Confédération.

Lorsque la C. N. T. et l'U. G. T. se seront mises d'accord — comme dans les Asturies, comme en Aragon et comme en Castille l'ont fait les paysans — des conflits de la nature de ceux qui ont surgi en Catalogne à différentes reprises n'auront pas l'occasion de se produire. Car les grandes organisations syndicales qui auront à résoudre, d'accord avec les bases de leur alliance et leurs intérêts de producteurs, toutes les affaires qui se présenteront dans toutes les sphères.

Si l'Alliance Ouvrière Révolutionnaire ne se réalise pas, nous le disons sans détours, rien ne sera résolu définitivement. Ceux qui nous ont proposé un « Plan de Victoire » pour un Gouvernement qui imposerait ses décisions « coûte que coûte » insistent par la bouche d'un de leurs chefs pour débattre au sujet de « l'industrie de la guerre » comme au beau temps où le thème des meetings était de lancer des attaques venimeuses contre la C. N. T. La politique de ce genre ne s'extirpe pas du jour au lendemain, bien que, comme dans ce cas, les ouvriers des Industries de guerre aient mis les points sur les i.

Nous l'avons affirmé et nous le répétons ; la révolution ne se fait pas dans les Gouvernements. Elle naît, se développe et se consolide dans la base que constitue le peuple. Et, entre nous, d'une façon concrète, elle se fait au moyen du prolétariat, de ses organismes syndicaux. Aussi bien la guerre que la reconstruction économique exige l'intervention directe des travailleurs. Au dessus des intérêts politiques se trouvent ceux des travailleurs, comme tels, ceux du peuple, en tant que consommateur et combattant contre le fascisme. Au dessus des ambitions partisans, il y a les exigences du prolétariat révolutionnaire qui ne tolérera aucune dictature.

Une combinaison politique qui a réussi après des négociations laborieuses ne peut pas constituer une solution définitive des problèmes fondamentaux de la guerre et de la Révolution. La solution doit être un pacte entre les producteurs : l'Alliance Ouvrière Révolutionnaire entre la C. N. T. et la U. G. T.

QUE LES TRAVAILLEURS DE L'UNION GENERALE SACHENT SE METTRE A LA HAUTEUR DE CE MOMENT DECISIF. QU'ILS SACHENT DISTINGUER LEURS ALLIES FRATERNELS DE CEUX QUI, SE TROUVANT PRES D'EUX SPECULENT A DES FINS POLITIQUES ETRANGERES A LEURS INTERETS ET A LEURS SENTIMENTS. QU'ILS SACHENT TRAITER COMME DES TRAITRES DE LA REVOLUTION CEUX QUI S'OPPOSENT A L'ALLIANCE OUVRIERE ENTRE LES DEUX GRANDES ORGANISATIONS SYNDICALES DU PROLETARIAT ESPAGNOL.

(Tierra y Libertad, 24 avril 1937.)

Surveillez-les, mais construisez !

Il est un problème qui passe par-dessus tous les intérêts et comodités personnelles, qui enlève leur importance à toutes les questions de politique de partis, qui ordonne d'écarter les polémiques négatives et les discussions après, qui ouvre le chemin, par son immense valeur révolutionnaire, dans la broussaille de la série de conflits et qui franchit tous les obstacles : C'EST LA CONSTRUCTION RESPONSABLE DE LA NOUVELLE ECONOMIE SOCIALE ; C'EST LA CREATION INTELLIGENTE DU PROLETARIAT CONSCIENT ; C'EST LA REMISE EN VALEUR DU SYNDICAT COMME ORGANE BASIQUE DE LA PRODUCTION SOCIALISEE ; C'EST L'EFFORT DE LA CLASSE PROLETARIENNE POUR AFFIRMER SES CONQUETES SANS INGENUITE ETRANGERE ET REALISER LA SECONDE ETAPE APRES LA PRISE EN POSSESSION ET DES COLLECTIVISATIONS PARTIELLES DE FABRIQUES, D'INDUSTRIES ET D'EXPLOITATIONS AGRICOLES, QUI CONSISTE DANS LA SOCIALISATION TOTALE PAR L'INTERMEDIARE DES SYNDICATS ET DES FEDERATIONS D'INDUSTRIES.

C'est là le travail suprême de l'arrière-garde qui veut gagner la guerre pour la Révolution et qui sait qu'elle doit faire la Révolution pour gagner la guerre.

TRAVAILLEURS ! LAISSEZ AUX POLITICIENS PROFESSIONNELS ET AUX ENNEMIS DE VOTRE CAUSE DE S'ABANDONNER A LA MISERABLE ACTIVITE DES PETITES CHAPELLES ET DE POURSUIVRE LEURS AMBITIONS POLITIQUES. LAISSEZ-LES SUIVRE LEURS PLANS. L'INFAMIE MEME ETOUFFERA LEURS TRAHISONS ET LA SANCTION VIENDRA, IMPLACABLE, AU MOMENT OPPORTUN. SURVEILLEZ-LES. OUI, SURVEILLEZ-LES POUR COUPER COURT, SANS PITIE, A LEURS COUPS DE GRIFFES. SURVEILLEZ-LES POUR AGIR AU MOMENT VOU LU. MAIS N'OUBLIEZ PAS QUE VOTRE MISSION, VOTRE DEVOIR ET VOTRE SALUT RESIDENT DANS L'EDIFICATION DE LA CONSTRUCTION CONTINUE DE LA NOUVELLE SOCIETE, EN TRANSFORMANT ET EN MOBILISANT CE QUI FUT TOUJOURS VOTRE OUTIL : LES SYNDICATS. SURVEILLEZ-LES. MAIS NE PERDEZ PAS DE TEMPS. CONTINUEZ VOTRE TRAVAIL : CONSTRUISSEZ !

(Tierra y Libertad, 24 avril 1937.)

La culpabilité de Valence

Notre dessein n'est pas de montrer, sous tous leurs aspects, les causes profondes des « troubles anarchistes » en Catalogne. Des collaborateurs plus qualifiés se chargeront, dans ce journal, de cette indispensable besogne.

Nous nous bornerons à répondre à quelques critiques lancées, bien souvent inconsidérément, aux anarchistes révoltés, et à donner un peu de clarté sur leurs mobiles.

Tout Front Populaire, dit-on, réclame de ses composants des concessions réciproques.

Oui, certes. Mais si Front Populaire signifie que l'une de ses organisations doit abandonner l'essentiel de ses principes, de sa morale, abdiquer donc, non, mille fois non !

Or ! Valence émettait consciemment pareille prétention. Vouloir que les anarchistes acceptent la militarisation intégrale des milices révolutionnaires et la subordination de celles-ci à l'élément militaire professionnel — toujours suspect ; vouloir que les anarchistes acceptent la mobilisation, c'est-à-dire l'enrôlement obligatoire dans l'armée, autant demander aux anarchistes de renoncer aux qualités fondamentales de leur personnalité autant demander aux libertaires de ne plus être libertaires, autant demander le suicide !

Valence exigeait aussi que les anarchistes rendissent de bon gré leurs armes. Or, le gouvernement de Valence savait que pareille exigence rencontrerait un refus catégorique. Les anarchistes, dans leur presse, à plusieurs reprises, ont déclaré qu'ils s'opposeraient à la réquisition de leurs armes, au besoin par la violence la plus extrême.

Comment qualifier, dans ces conditions, le geste de Valence ?

N'est-ce pas de la pure provocation ? De ses conséquences, les gouvernants de Valence — ministres anarchistes compris — doivent être rendus responsables.

C'est vite dit que les anarchistes en révolte auraient dû réfléchir aux conséquences de leur lutte contre Valence. N'est-il pas plus logique, plus juste, plus

honnête de dire que Valence et la généralité auraient dû y penser d'abord ?

Les anarchistes ne veulent pas plus être battus par les Caballero que par les Franco. Et si les anarchistes révoltés entendraient combattre les Caballero après les Franco, il se trouve que les Caballero veulent terrasser les anarchistes avant de liquider les Franco ! D'où la terrible réaction de beaucoup d'anarchistes.

Les plus conscients, à notre avis. Les plus clairvoyants. Les moins oublieux du passé si fécond en coup de traîtrise contre le mouvement anarchiste.

Les événements de ces vingt dernières années prouvent qu'il y aurait de la stupidité à ne pas se méfier beaucoup des social-démocrates et des communistes stalinien (il s'agit des petits et grands chefs, au moins de 95 p. c. d'entre-eux). Chez les premiers existe la propension à capituler ; chez les seconds, la propension à instaurer la dictature prétendant prolétarienne. C'est pleinement conforme à leur état d'esprit et à leurs sentiments. Et la liste de leurs méfaits s'allonge encore chaque jour.

Que beaucoup d'anarchistes craignent de jouer un rôle de dupe, c'est donc assez compréhensible. D'autant plus que depuis des mois, à peu près tous les chefs radicaux, socialistes et communistes manifestent leur volonté d'éliminer, de la gestion politique et économique, les anarchistes (au moins ceux qui ne se laissent pas corrompre ou bourrer bêtement le crâne).

Enfin, rappelons que les Caballero ont fait voter, après la chute d'Alphonse XIII, les fameuses lois de défense républicaine dont la plupart des abominables dispositions visaient particulièrement les anarchistes. Rappelons la symptomatique déclaration d'un député communiste aux Cortès, en juillet ou août de l'année dernière, déclaration qui disait en substance : « Quant aux anarchistes, s'ils ne se plient pas, nous réglerons leur compte ».

Il apparaît aujourd'hui que cela n'exprimait pas l'opinion de tous les politiciens rouges de Madrid.

Mais de la coupe aux lèvres...

Pierre IZIERE.

ESPAGNE 1937

La sinistre farce

Quand l'intervention prend le masque de non-intervention

Au moment où les chefs militaires fascistes espagnols jetaient leurs troupes de mercenaires contre le peuple ibérique, le Front Populaire en France s'appretait à prendre le pouvoir.

C'est le 19 juillet que les fascistes espagnols tentèrent leur coup d'Etat. Le lendemain, 20 juillet, la coalition du F. P. français sous la direction du socialiste Léon Blum, s'installait au pouvoir. Le gouvernement français du F. P. se trouvait ainsi dès son accès au pouvoir placé en face d'un redoutable problème. Mais pour si redoutable qu'il fut ce problème était simple. En toute logique — nous verrons pourquoi — le gouvernement français du F. P. devait apporter et permettre d'apporter toute l'aide désirable et nécessaire au gouvernement du F. P. espagnol aux prises avec la contre-révolution fasciste. C'était son droit et surtout son devoir.

Au point de vue international cette aide pouvait être apportée. Le droit international autorisait le gouvernement Blum, comme tous les gouvernements des autres pays, à permettre au gouvernement légal d'Espagne de se procurer armes et munitions nécessaires pour lutter contre les généraux fascistes.

Au point de vue moral cette aide s'imposait. Le devoir exigeait du gouvernement Blum ce secours, puisqu'aussi bien il s'affirmait un gouvernement antifasciste ; qu'il n'avait conquis le pouvoir que parce qu'il s'était déclaré tel, et enfin, en dernier lieu, attendu que le gouvernement républicain espagnol se réclamait — ou se parait — de la même « idéologie » que le gouvernement français.

Enfin, au point de vue politique, le simple bon sens commandait cette aide, car les plus aveugles comprenaient qu'en cas de victoire du fascisme en Espagne, la France était directement, et la première menacée par les hordes du fascisme français qui auraient reçu, pour exterminer les antifascistes de leur pays, l'aide apportée déjà à Franco par Hitler, Mussolini, Salazar. D'autre part, la défaite du fascisme en Espagne permettait si non de croire, tout au moins d'espérer avec beaucoup de raisons, la liquidation définitive de cette plaie hideuse sur le plan international.

Mais droit, devoir, bon-sens c'était de la foutaise pour le gouvernement de Léon Blum. Contrairement à tout espoir des travailleurs, ce fameux gouvernement antifasciste déclara ne pas vouloir intervenir dans une question qui, selon lui, n'intéressait que les espagnols. Aussi inventa-t-il la politique de non-intervention.

Le fit-il de sa propre initiative ou sous la pression du gouvernement anglais ? Je ne voudrais pas ici me hasarder à aucune affirmation. Agit-il ainsi par crainte (donc par lâcheté) des réactions du fascisme français, comme l'a affirmé avec force le président de la F. S. I. Walter Citrine ? Ici j'ose m'hasarder et dire que je suis de l'avis de Citrine.

Cependant, comme il fallait bien un prétexte pour justifier cette politique, Léon Blum déclara qu'il agissait ainsi pour éviter une généralisation du conflit. A l'entendre, en intervenant en Espagne, on déchaînerait la guerre.

Je veux bien admettre que cette probabilité existait, mais de là à dire que c'était une certitude comme le prétendaient les non-interventionnistes, il y a de la marge. Mais ce qui était certain — ce qui le reste — c'est qu'en cas de victoire du fascisme en Espagne, cette guerre n'aurait pu être évitée.

Alors à quoi rimait la non-intervention qui, en refusant d'aider les antifascistes espagnols, accordait aux fascistes des possibilités plus grandes de triompher et de provoquer ainsi cette guerre que l'on prétendait vouloir éviter.

Disons le parce que c'est vrai : la non-intervention est une sinistre farce ; la non-intervention est bel et bien une intervention, la non-intervention est absolument impossible car dès que l'on permet par son attitude de neutralité que des brutes assassinent des milliers d'êtres humains, on se rend complice de ces brutes.

Par conséquent nous nous trouvons en face d'une véritable trahison. Trahison du gouvernement français du F. P. à direction socialiste. Trahison perpé-

trée par les socialistes belges qui, majorité au sein du gouvernement, ont également refusé de secourir le peuple espagnol. Trahison acceptée par les J. G. S. — eux qui se prétendent les purs — puisqu'ils ont applaudi à la politique préconisée par Blum.

Que l'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas trahison, mais simplement erreur. **SI ERREUR IL Y A C'EST DE CROIRE QU'IL Y EUT ERREUR.** En effet, malgré leur cécité, je suis convaincu qu'il n'était pas possible que les politiciens réformistes croient un seul instant que les pays fascistes respecteraient le pacte dit de non-intervention. Comment aurait-on pu croire cela alors qu'il s'avérait chaque jour que l'insurrection des fascistes espagnols avait été préparée avec l'aide du fascisme italien, allemand et portugais.

Et puis, toute la conduite des politiciens réformistes, depuis juillet 36 jusqu'à ce jour ne démontre-t-elle pas cette trahison. N'a-t-on pas vu Blum nier la présence de troupes allemandes et italiennes à côté des troupes de Franco, alors que la presse de gauche (dont la presse de Blum) et de droite apportait les preuves de cette présence.

Blum n'a-t-il pas solennellement déclaré dans le grand meeting de Luna-Park à Paris, que s'il était prouvé que les puissances fascistes avaient brisé le pacte, il faudrait réexaminer la question. Or qu'a-t-il fait depuis ? maintenant que nul n'oserait plus contester l'aide massive de l'Italie et de l'Allemagne aux fascistes espagnols, cette aide qui a été reconnue cyniquement par le ministre italien Grandi, lorsqu'il déclara au Comité de Londres qu'aucun soldat italien ne quitterait l'Espagne avant la victoire définitive de Franco.

Depuis, Blum n'a rien fait pour faire cesser cela, Blum, comme c'était son droit, n'a pas repris sa liberté. Au contraire, il a poursuivi une politique qui a favorisé nettement le fascisme et défavorisé nettement les antifascistes.

Le gouvernement du « socialiste » Blum a participé à la comédie du Comité de Londres. C'était cela une intervention nettement caractérisée puisque ces non-interventionnistes décidaient de l'attitude à prendre en face de l'Espagne. Ce Comité s'est, après plusieurs semaines, opposé à l'envoi de volontaires en Espagne, mais il eut soin de ne le faire qu'après avoir donné tout le temps à Hitler et Mussolini, d'envoyer de nombreux renforts à Franco. Et encore non satisfait, Mussolini se permit de violer ce nouvel accord le jour même de son application. Devant cette nouvelle provocation le gouvernement Blum resta passif.

Légalisant sa trahison, le gouvernement français, soutenu par les stalinistes et par toute la racaille fasciste, fit, de la décision de Londres une loi. Alors nous assistâmes à ce douloureux spectacle : pendant que l'Italie et l'Allemagne jetaient sans cesse de nouvelles troupes en Espagne, les idéalistes de France et de Belgique (car notre pays ne voulait pas faire autrement que sa grande amie et avait voté la même infâme loi), étaient poursuivis et condamnés à la prison pour avoir tenté de porter aide au peuple ibérique. Pis même, en France des miliciens espagnols venus en permission chez leurs parents, résidant en France, se sont vu empêcher par les autorités du gouvernement de Blum de repasser la frontière pour aller combattre à nouveau aux côtés de leurs frères. Ils sont ainsi une vingtaine qui non seulement n'ont pu retourner en Espagne, mais ont été arrêtés et jetés en prison. Il y a donc ici une violation flagrante de la loi puisque l'envoi de volontaires espagnols est permis. Et toujours, cette violation est, (comme par hasard), en faveur des fascistes espagnols.

Nous ne nous en étonnerons pas. Nous savons que le gouvernement Blum est capable de tout pour faire échouer la révolution libératrice en Espagne. Pour cela il peut compter sur le concours des démocraties, sur l'appui des partis réformistes et stalinistes.

Le gouvernement Blum, au début des hostilités a refusé de livrer au gouvernement espagnol, des armes et munitions commandées et payées bien avant que n'éclatât la contre-révolution fasciste. Le gouvernement Blum a refusé d'accor-

der l'autorisation de faire passer la frontière aux armes et munitions qui se trouvaient à Hendaye à quelques kilomètres d'Irun. Ces armes avaient été envoyées en transit de Barcelone. C'était donc des armes espagnoles qui pouvaient être livrées directement sans violer l'accord de non-intervention. Malgré plusieurs démarches du défenseur d'Irun, le lieutenant colonel Ortega, qui, chaque jour, passait la frontière pour réclamer à l'ambassadeur de France la livraison de ces armes, celles-ci n'ont jamais été fournies. L'autorisation fut bien, en définitive, accordée, mais ce fut au moment même où, (encore un hasard) les fascistes entraient à Irun. Heureusement ici que le Lieutenant-Colonel Ortega put intervenir à temps et empêcher que ces armes ne fussent livrées aux fascistes.

Après avoir ainsi impuissanté les antifascistes, le gouvernement Blum commerce avec Franco. Une nouvelle fois encore soutien direct des fascistes espagnols. Ajoutons que, tandis que la France paye les commandes faites à la junte de Burgos en argent comptant, elle ne paye aux gouvernements que les

25 p. c. de ce qui leur est dû. Ajoutons encore que le gouvernement français a réduit considérablement les importations d'oranges, nouveau coup affaiblissant ceux qui se défendent contre les hordes fascistes.

N'aurais-je pas raison de dire, que la non-intervention est impossible, que non-intervention égaie intervention. En ce qui concerne les événements d'Espagne la politique de non-intervention pratiquée par les gouvernements anglais, français (à direction socialiste) et belge (à majorité socialiste) est une politique d'intervention directe en faveur de Franco pour l'aider à écraser ceux qui veulent que la terre et tous les moyens de production restent, je ne dirais pas aux espagnols, mais aux travailleurs. Ceux qui veulent, par une révolution sociale et libératrice, se débarrasser des capitalistes (espagnols et étrangers) et donner aux autres peuples le spectacle d'un monde nouveau, d'une société humaine et fraternelle où les travailleurs cessent d'être esclaves pour devenir des hommes libres.

Lambert DERIVE.

TEMOIGNAGES

Les articles qu'on lira ci-dessous ont été rédigés tous deux à Barcelone (peut-être même sur le front d'Aragon) quelques jours avant le conflit sanglant qui mit aux prises les anarchistes et les contre-révolutionnaires.

Ils émanent de deux hommes qui, dès le coup d'état fasciste, coururent combattre dans les rangs du prolétariat Espagnol.

Bonomini était, bien avant ces événements, largement connu. Réfugié antifasciste Italien et vivant à Paris, il avait abattu un espion fasciste notoire et avait de ce fait été condamné à 10 ans de ré-

clusion par la cour d'assises de la Seine.

A cette époque, toute la presse et tous les milieux « de gauche » furent unanimes à rendre hommage au courage et à la noblesse de caractère de cet adolescent (il avait 20 ans).

L'autre ; Charles Carpentier, est un jeune militant ouvrier libertaire de la région Parisienne. Il fit partie des premières colonnes anarchistes de Catalogne et fut blessé lors de la prise de Sictamo.

Leur témoignage simultané et prophétique offre donc toutes les garanties morales et matérielles que l'on peut souhaiter.

OU VA L'ESPAGNE ?

Telle est la question qui se pose de plus en plus devant la situation actuelle. D'avance, nous tenons à dire que nos camarades de la C. N. T. et de la F. A. I. ont fait le maximum pour permettre au mouvement actuel de trouver son aboutissant logique, l'écrasement du capitalisme et l'instauration d'une société égalitaire et aussi pour maintenir intacte, tant que durera la lutte contre le fascisme, l'unité du mouvement antifasciste.

En effet, faisant taire leurs ressentiments envers ceux qui, étant au pouvoir n'avaient cessé de les poursuivre ou de les emprisonner, nos camarades pensant qu'il en serait de même dans tous les secteurs antifascistes avaient fait de très grandes concessions, tenant compte des nécessités n'ayant surtout qu'une idée fixe et précise : l'écrasement du mouvement fasciste, montrant qu'avant tout ils étaient des antifascistes et des révolutionnaires que n'égarait pas les questions de tendance devant le danger.

Malheureusement dans les autres secteurs antifascistes il n'en fut pas de même, surtout le parti communiste espagnol, quasi inexistant au début du mouvement, qui lui, n'eut qu'un but : se développer, aidé en cela par la Russie qui se servit comme d'un moyen de chantage des armes qu'elle livrait au gouvernement de Valence.

Aujourd'hui encore, malgré leurs multiples demandes, malgré l'avance des fascistes sur Bilbao, le front d'Aragon est encore loin d'avoir le matériel nécessaire. Il faut que le prolétariat français sache que l'on refuse de donner des armes aux véritables révolutionnaires.

On préfère laisser prendre Bilbao plutôt que d'armer les soldats du Front d'Aragon ce qui permettrait pourtant d'attaquer sur ce front et obligerait les fascistes à enlever et à déplacer une partie des troupes qui se trouvent devant Bilbao.

Tout ceci n'est pas écrit à la légère ; voici d'ailleurs la conclusion d'un appel lancé par nos camarades de la F. A. I. et de la C. N. T.

« Camarades du gouvernement central : Que les 3.000 carabiniers avec fusils, grenades et mitrailleuses envoyés pour garder la frontière, et qui sèment l'inquiétude dans la Catalogne, partent pour le Front puisque la France ne menace nullement nos frontières.

« Camarades du Levant, Aragon et Catalogne, républicains, militants de l'U. G. T., de la C. N. T., de toute l'Espagne, à travers nos organisations nationales, disons aux responsables des forces de terre, mer et air :

« Donnez plus d'armes aux milices d'Aragon et elles vous donneront Teruel, Saragosse et Huesca !

maîtres chanteurs contre-révolutionnaires qui sous le masque faux d'aide au peuple espagnol essaient de liquider la révolution.

Barcelone, 30-4-37.

Charles CARPENTIER.

La C. N. T. de Madrid, *Nosotros* de Valence, quotidiens anarcho-syndicalistes ont été pour quelques jours suspendus, pour avoir voulu informer le prolétariat ibérique sur certaines tragédies dont certains de nos camarades étaient victimes.

La C. N. T. del Norte, de Bilbao, organe du Comité régional de l'organisation confédérale du Nord, a été supprimée. Son comité de rédaction fut arrêté au complet et, comble de cynisme : les locaux du journal ainsi que l'imprimerie ont été réquisitionnés en faveur de l'organe bolchévique de la région.

Dans la région du Levant, des groupes entiers de camarades ont été détenus parmi lesquels : Maroto, et nos chers camarades de langue italienne Tommasini, Fontana, Cimadori, Giobbe et Gino Bibbi.

Des camarades syndicalistes et anarchistes sont assassinés un peu partout, les massacres d'Arcadète ensuite, où dix-huit de nos camarades ont été lâchement massacrés dans une embuscade, font frémir d'indignation.

Dans la région de Gandia, complètement contrôlée par la C. N. T. et la F. A. I., berceau de l'héroïque et exemplaire Colonne de Fer, tandis que celle-ci se bat aux premières lignes devant Téruel, des villages entiers ont été désarmés par les autorités du gouvernement Caballero.

Par tous les moyens et souvent les moins avouables, les séides de Staline bavent leur venin contre nos meilleurs militants, lançant leurs traditionnelles invectives contre les anarchistes, les faisant passer sournoisement et insidieusement comme des éléments incontrôlables capables seulement de voler, assassiner et détruire.

Rien ne les arrête, toutes les armes sont, par eux, employées afin de discréditer auprès des masses notre mouvement et de salir nos camarades.

Ils manœuvrent, aidés en ceci par les politiciens de toutes les races, tous les idiomes, pour affamer et désarmer la Catalogne libertaire et laisser le front d'Aragon, occupé en majeure partie par les divisions confédérales, sans aucun moyen offensif.

Dans les coulisses gouvernementales, ils manœuvrent encore pour éliminer la C. N. T. des postes dirigeants et des responsabilités.

De source sûre, il nous arrive, en effet l'information que tout un plan est en train de se tramer pour provoquer des crises politiques dans les organismes dirigeants afin de se débarrasser de la vigilance et de l'influence des délégués de l'organisation confédérale. (Ayant éventé à temps ce « coup de Jarnac », nos camarades purent plus ou moins faire face à la situation ainsi créée en passant promptement à l'attaque. En prenant le taureau par les cornes, ils provoquèrent eux-même la crise du gouvernement catalan. Dans le Conseil du gouvernement catalan. Dans le Conseil de défense de l'Aragon, par des moyens adéquats, nos camarades firent comprendre à leurs adversaires qu'il valait mieux qu'ils se tiennent tranquilles et à Valence, nos amis prirent les nécessaires mesures préventives).

En Catalogne encore, surprenant, dès les premiers moments, la bonne foi de nos camarades, ces politiciens unis aux forces de la démocratie catalane, tentèrent en vain de dissoudre les patrouilles de contrôle et les comités d'investigation et organismes nés de la révolution de juillet, et seules garanties du développement de la Révolution.

Qu'on nous pardonne, dans cette période de mystique unitaire, de lancer notre cri d'alarme. Quant à nous, rien de tout cela ne nous peut surprendre, nous connaissons ces gens, et nous nous y étions préparés. Et si nous rendons ces faits publics, c'est uniquement pour ceux qui, semblant ignorer ces dangers, pour une quelconque raison, parlent d'abandonner l'Espagne. Place que jamais, au contraire, notre place est ici, avec nos frères sur cette terre ardente d'Ibérie.

Même en tenant compte des difficultés rencontrées par la C. N. T. et la F. A. I. dans ce choc formidable avec la réalité, dans les circonstances souvent ingrates on peut ne pas être tout à fait d'accord avec leur attitude et on peut ne pas l'être du tout, mais on ne trouverait en aucune manière une justification de les abandonner quand tous les éléments sont déchaînés contre elles.

BONOMINI.

TRIBUNE LIBRE

Des activistes et de l'amnistie

Les feux de joie que M. Van Zeeland a fait allumer le soir du 11 avril n'ont eu qu'une courte durée. A force de ne vouloir indisposer personne, il y a un mois, le chef du gouvernement a, à l'heure actuelle, mécontenté tout le monde. En témoigne cette lamentable question de l'Amnistie, autour de laquelle, depuis bientôt vingt ans, les plus sots bobards ont été racontés.

Depuis le jour où M. Emile Vandervelde était ministre de la Justice, nous croyons que c'était en 1919, tous les gouvernements qui se sont succédés depuis lors, n'ont osé aborder de front la question de l'Amnistie, et partant le problème National Flamand dans son ensemble.

Cette façon de faire est dans la logique des choses d'une politique où le triomphe de la médiocrité a toujours été à l'ordre du jour.

Bien naïfs sont ceux cependant qui croient qu'en évitant la solution qui s'impose, ils pourront échapper en ce moment à l'emprise d'une Flandre nationale, consciente et militante.

C'est mal connaître le Flamand que de vouloir chercher l'incarnation de son âme et de son esprit chez des politiciens qui trempent dans la boue des compromis secrets, louches et avilissants, tels un Van Cauwelaert ou un Julius Hoste jr., que tous les Claes et Ulenspiegel de la Flandre 1937 ont vomis depuis longtemps.

Les partis politiques, catholique et social-réformiste, s'inquiètent, depuis quelques années, de l'extension du mouvement solidariste thiois conduit, de main de maître, par M. Van Severen. Les catholiques et les socialistes ont plié l'échine, des années durant, devant la trique d'une poignée de libéraux réactionnaires, sectaires et ignorants, au point de vue politique psychologique. Il n'y a pas de Flamand, conscient de sa dignité nationale, depuis le terrassier qui vient chercher tous les jours sa carte de pain sur les chantiers de la capitale, jusqu'à l'universitaire de l'Alma Mater à Louvain, qui n'ait ressenti un sentiment de révolte indicible devant le fait d'être injurié, suspecté et bafoué parce qu'il est Flamand et qu'il entend s'exprimer et se faire comprendre comme tel.

Ces messieurs, les clowns du cirque parlementaire, connaissent l'état d'esprit qui règne aujourd'hui en Flandre, tout comme ils connaissent l'état d'esprit existant en 1914.

Maintenant également, tout comme en 1914, ils continuent à conclure des marchés politiques tel qu'il sied à des petits politiciens malpropres. Mais la Flandre révolutionnaire, la Flandre qui connaît l'abnégation d'un père Damien et l'esprit de sacrifice d'un Herman van den Reek, quand son heure viendra, ne l'oubliera pas!

Au fait, M. Van Zeeland est très ennuyé avec cette question de l'Amnistie qui vient troubler à nouveau l'atmosphère politique dans son oasis. Il y a non seulement ce petit fauché politique de Léon Degrelle, qui se remue encore, mais il y a aussi ces Nationalistes Flamands de l'autre trempe : ceux qui ne sont pas du bord de M. Declercq. Les boches, les activistes de pendant la guerre, quoi ! Les Borms et Cie ! C'est qu'ils n'ont pas l'air très accommodant pour l'instant les anciens alliés de von Bissing, car les voilà de nouveau en guerre contre l'Etat belge oppresseur avec une fougue et une verve qui leur fait vraiment honneur.

Cela nous oblige à résumer brièvement les causes qui ont donné naissance au mouvement activiste, afin de pouvoir établir ce qu'il y a de juste et d'injuste dans les accusations qui sont émises à charge de ceux qui ont revendiqué le droit de vouloir transformer le régime politique de la Belgique pendant la guerre.

La presse synchronisée de ce pays, quand elle parle du mouvement activiste, feint ignorer complètement ce qui s'est passé avant 1914. Ainsi, par exemple, l'on ne parlera jamais ou rarement et alors encore de façon tendancieuse, de la lettre ouverte qu'adressa feu le citoyen Jules Destrée au roi Albert, et dans laquelle le tribun de Marcinelle proclama : *Sire, il n'y a pas de Belges !*

L'on oublie trop facilement que cette lettre de Jules Destrée créa dans le pays flamand un vif émoi et qu'elle contribua à l'extension du mouvement séparatiste administratif alors déjà existant, dont l'activisme ne fut que la continuation.

Nous savons que Destrée fit, plus tard, amende honorable, mais cela n'enlève rien à la valeur historique de son argument.

Déjà en 1907, l'idée de la séparation administrative avait trouvé racine dans les milieux intellectuels flamands. C'est ainsi que le professeur Mac Leod, dont aucun valet du gouvernement actuel oserait attaquer la mémoire, fonda avec une équipe de jeunes universitaires, dont : Ant. Jacob, Picard, R. Kimpe, O. De Gruyter, les frères Van Roey, le cercle politique et littéraire « Ter Waarde », dont l'influence était très importante.

En 1913, le même professeur Mac Leod, fondait un parti politique National Flamand et ceux qui voulaient devenir membre de ce parti ne pouvaient être affiliés ailleurs. Ce sont d'ailleurs des membres de ce parti qui fondèrent plus tard en Hollande le journal « De Vlaamsche Post ».

Ce mouvement séparatiste ne se manifestait pas seulement qu'en Flandre. En 1910, M. Buisset réclamait l'annexion de la Wallonie à la France, et le sénateur Dupont (Liège) criait en plein Sénat : « Vive la séparation administrative ! »

Vint la guerre. La guerre fut déclarée le 4 août 1914. Le parlement décréta la « Trêve de Dieu ». Les Flamands s'y ralliaient, mais déjà le 7 août, le « Soir » déclara que la Belgique ne se serait jamais battue contre la France. Le 2 août, donc 2 jours avant la déclaration de la guerre, le journal « Petit Bleu » était confisqué parce qu'il paraissait un article francophile préconisant la violation de la neutralité. L'« Indépendance », l'« Etoile Belge », la « Chronique » et la « Métropole » n'en faisaient pas moins et les mots d'ordre « après la guerre on ne parlera plus le flamand ! » et « la Belgique sera latine ou elle ne sera pas » faisaient enclère.

Le 15 mars 1915, donc en pleine période de guerre, le député Buisset de Charleroi s'adressa au gouverneur général Allemand, pour lui demander que le texte Flamand soit banni des communications officielles et que seule la langue française soit usitée.

La réaction du côté flamand ne se fit pas attendre. Le 11 juillet 1915 un groupe d'émigrés flamands, réunis à Bussum (Hollande) envoyèrent un télégramme au Roi lui demandant de sauvegarder les droits d'une Flandre autonome dans une Belgique indépendante. La réponse vint dure et sèche comme un coup de massue : « Silence et Battez-vous ! »

La lutte activiste commençait. Elle n'est pas finie et elle n'est pas sur le point de finir.

D'une lutte purement politique, elle est devenue, et ceci est plus grave, une lutte sociale économique et même religieuse. La Flandre a toujours été et restera toujours la Flandre. Cice dit pour ceux qui l'ignorent. Cela veut dire que la Flandre ne sera jamais « russifiée » comme le croit M. Relecom et qu'elle ne sera jamais « Rexiste » quoiqu'en pense M. De Grelle.

C'est comme cela que nous la voulons, c'est pour cela que nous la défendrons contre tous ceux qui veulent porter atteinte à ses valeurs nationales.

L'on dit que c'est un acte de haute trahison de la part des activistes d'avoir accepté le concours de l'occupant pour modifier le régime politique. C'est une accusation générale et d'ailleurs assez vague. Nous connaissons des activistes qui haïssaient les impérialistes allemands et qui sabotaient leurs services beaucoup plus que certains soi-disant patriotards. Cela n'empêche qu'ils ont été révoqués et condamnés. Mais le nœud du problème n'est pas là.

Les activistes avaient-ils le droit, d'un point de vue révolutionnaire, d'accepter l'aide de l'occupant ?

Oui !

Vous, Messieurs les patriotes jusqu'au boutistes, vous dites : Non !

Mais alors, votre Révolution de 1830, cette révolution fomentée en France, complétée en France par Rogier, et exécutée dans les Pays-Bas, par qui était-elle soudoyée ?

Ne parlons pas du wagon plombé de Lénine, ni de la « trahison sublime » de Masaryck, nous sommes, Flamands militants, de taille à nous défendre.

La Belgique nous demande des comptes. Nous les donnerons en combattant pour la Flandre de toute notre force et avec toute la Foi qui inspire notre âme.

Jef DE MEYER.

Nouvelle Littéraire

LE CHIEN et L'HOMME

L'homme en avait décidé assez, de son chien.

Trois fois déjà, il s'en était allé le perdre loin, bien loin, très loin.

La sale bête était toujours parvenue à retrouver sa demeure. Cette fois la garce ne reviendra plus.

Ce soir là, voici ce que se disait l'homme en regardant le canal, près de l'écluse au grand rectangle profond et noir, rendu plus effrayant encore par le bruit sinistre que produit, dans le silence mortel des nuits, l'eau qui s'échappe avec furie pour venir tomber en belles nappes miroitantes dans ce grand rectangle profond et noir.

Donc, l'homme appela son chien qui accourut joyeux.

Alors il le prit entre ses bras puis le fit simplement choir dans l'abîme et, l'esprit libre, partit en se disant :

« Il y a là deux mètres d'eau emprisonnés par quatre mètres de muraille ; impossible de prendre pied nulle part ; quand tu seras fatigué de nager à la surface tu pourras te reposer... ou fond !... Bonne nuit ! »

Et le chien qui hurlait en nageant pensait :

« Quelle est ma douleur !

« Déjà trois fois, par ma faute, j'avais perdu mon bon maître ; à force d'instinct et de fatigue, j'étais parvenu à le retrouver ; ce soir — suis-je assez malheureux ! — il m'appelle, me prend en ses bras pour me caresser, maladroitement je m'échappe et je tombe dans ce grand trou plein d'eau, d'où je ne puis sortir.

« Je nage, je tourne, pas d'issue ; mes forces m'abandonnent. Où est mon maître ? Est-ce que je ne le verrai plus ?... »

Or, un poète, pour fuir la foule bête et ciseler ses phrases à loisir, se promenait lentement sur le quai.

Il entendit les appels désespérés du chien et devina aussitôt l'action noire d'un homme. Ne lui avaient-ils pas volé et mangé le sien, les hommes carnivores ! Ah ! s'il pouvait sauver celui-ci, en souvenir de l'autre qu'il aimait tant !

Mais l'endroit est effrayant et comment y descendre ?

Cette fille du hasard qu'on nomme Providence, pour comparse prend qui lui convient :

En cette circonstance ce fut un croque-mort qui, s'étant attardé au cabaret, après avoir copieusement vécu était venu en cet endroit écarté, tout bonnement pour faire ses ordures.

Accroupi dans l'ombre, béatement, comme une créature bien nourrie qui se vide, il avait pu suivre de point en point tout ce petit drame. Plus à l'aise maintenant, il n'était pas fâché de collaborer à une action propre.

Donc, s'approchant du poète qui s'épuisait en efforts stratégiques, il lui dit :

« Dans la muraille, à certains endroits, pour le service de la marine, des crampons sont scellés — sorte d'escalier périlleux où la main et le pied trouvent cependant un appui certain ; — je n'y descendrai pas, moi, mais si vous tenez à tenter ce sauvetage, en voici les moyens :

« Quand vous serez en bas, appelez le chien ; comprenant du secours, il nagera de votre côté ; alors vous tenant d'une main à la muraille, de l'autre saisissez-le par le col, puis enlevez et passez-le moi. Je vais me coucher tout au long sur le bord pour avoir plus de force et vous en débarrasser sitôt que ma main pourra l'atteindre ».

Sans hésiter, le poète descendit dans le gouffre, appela et saisit le chien, l'enleva ruisselant, et le passa au croque-mort attardé, venu là simplement pour faire ses ordures.

Et, quand il fut remonté à terre, le poète, trempé, glacé, aperçut le chien, déjà loin, qui courait.

Mais il comprit bien que ça n'était pas un ingrat ; ne l'entendait-il pas lui crier : « Merci ! Merci ! Tu es bon, donc tu me comprends et tu m'excuses ; je n'ai pas le temps de t'en dire davantage, je cours, je cours pour retrouver mon bon maître »

Alors, se tournant vers le croque-mort, dont la face enluminée marquait un étonnement stupide, le poète, croyant lui devoir quelque chose, dit, en manière de pourboire : « Est-ce que l'intelligente bonté et la profonde amitié d'un chien sont capables de deviner la cruauté d'une action humaine ? »

Paul PAILLETTE.

Le travail du chapeau

Dans une seule colonne de « La Voix du Peuple » du 7 mai 1937, la première (de colonne), sous la signature de Pierre Joye et sous le titre « L'Agence trotskiste de Hitler » :

« ...succursale trotskiste qui n'est qu'une bande d'espions, d'agents de diversion, de terroristes, de provocateurs de police au service du fascisme ».

Il trouve en les trotskistes espagnols du P. O. U. M. des alliés décidés à lui prêter main-forte dans cette entreprise criminelle.

Ce sont ces gens, les trotskistes du P. O. U. M. et les agents hitlériens de Franco qui ont essayé d'utiliser les vieilles tendances libertaires du peuple catalan et de le mener par une démagogie outrancière à se dresser contre le gouvernement républicain afin d'ouvrir ainsi la voie aux hordes des généraux rebelles.

Adapté à la situation de notre pays, Walter Dauge suit ainsi fidèlement la voie de tous les trotskistes, la voie qui ne vise qu'à lutter contre l'unité sous toutes ses formes afin de collaborer avec des phrases de « gauche » à l'attaque criminelle du fascisme contre le peuple.

Aux dernières nouvelles — encore une atrocité trotskiste — la température de M. Pierre Joye continue à monter d'une façon inquiétante...

Rappel...

MISE AU POINT D'UN LEADER COMMUNISTE

M. Juan Hernandez, député communiste et directeur du « Munde Obrero », organe officiel du parti communiste, a réuni les membres de la presse étrangère présents à Madrid.

Le député communiste a déclaré que la presse étrangère a donné au mouvement actuel une physionomie qui n'est ni juste ni convenable aux intérêts du régime.

« Ce mouvement n'a rien de social, a-t-il déclaré. C'est une révolution démocratique-bourgeoise. Nous ne voulons pas — du moins ce n'est pas notre but immédiat — l'instauration du bolchevisme en Espagne. »

M. Hernandez a affirmé que, contrairement à certaines allégations, les éléments communistes n'avaient aucune influence prépondérante sur le gouvernement et qu'il n'est pas vrai que le parti communiste dirige le mouvement actuel.

« Quant aux anarchistes, il ne faut pas y attacher d'importance. Au lendemain du triomphe, ils seront mis à la raison. L'Espagne peut être le point de départ d'une guerre mondiale. Vous, les correspondants de la presse étrangère, vous devez remettre les choses au point, afin de l'éviter. »

(Le Soir, 7-8-36)

M. Hernandez est ministre à Valence

Le 5 Juin 1937. Nouvelle Cour de Bruxelles, Pl. Fontaines

Soirée de Cabaret au profit des Enfants Espagnols

Participation aux frais : 3 francs.

Programme détaillé dans notre prochain numéro



Abonnez - vous à REBELLION

LES ARTS

La spiritualité dans le ballet contemporain

Sous l'égide de « l'Union catholique du théâtre », Mme Elsa Darciel a donné un concert-débat qui fut l'occasion de nous exposer ses conceptions de la danse.

Thèse, en vérité, très abstraite et très savante où il est question de la création de l'homme à l'image de Dieu, de la fin de la civilisation matérialiste, de l'essence de l'art, d'un renouveau spiritualiste et de bien d'autres choses fort importantes que l'on ne s'attendait pas à entendre évoquer en ce lieu.

Si nous sommes bien d'accord que le sommet de la danse n'est pas la virtuosité acrobatique et qu'elle doit prétendre à davantage, nous ne pouvons cependant suivre Mme Darciel dans sa conception célebrale et intellectualiste.

La danse reste une forme d'expression directe qui doit garder, avant tout, son caractère de spontanéité.

La danse est l'art le plus primitivement humain. Des peuplades sans aucune culture frappent le sol des pieds au son de deux morceaux de bois, en battant des mains ou en poussant des cris. Ce que cela exprime ? Un besoin de mouvement et de rythme correspondant à une sensation.

Ces sensations et leurs moyens d'expression peuvent se raffiner et se « civiliser » ; ils doivent rester spontanés, libres, impulsifs (on en donner l'impression bien entendu).

Hors de cela il peut y avoir théâtre, pantomime, chant, musique, histoire ou philosophie, il n'y a plus : **danse**.

Il se peut donc que la thèse de Mme Darciel soit promise à un brillant destin, mais il faudra bien, en ce cas, que la danse cherche, par ailleurs, sa voie propre.

Nous croyons cependant que même le Ballet intellectualiste comporte des possibilités d'expression que l'on aurait tort de vouloir dépasser.

C'est ainsi que « la légende de sire Halewyn » est une pantomime dont les

mérites esthétiques sont appréciables, mais dont l'intensité dramatique n'est pas le moins du monde rendue. (Il s'agit d'une effroyable histoire dans le genre « barbe-bleue ».)

Quant à « l'Histoire d'une idée », la tâche était plus impossible encore.

Si les évolutions de la jolie dame en robe blanche (l'idée) et les contorsions des masques grotesques (les philtres) sont des illustrations du texte du programme ; tout est bien. Mais si l'on veut exprimer la tragédie éternelle de l'idée, de l'homme et du monde ; nous préférons toujours relire Montaigne, Pascal ou Goethe.

Heureusement, entre les crimes et le châtement de sire Halewyn et les malheurs d'un idée, Mme Darciel eut la générosité d'intercaler une danse, vraie, simple et belle à laquelle nous ne reprocherons que d'avoir été trop courte.

« Fleurs de soleil » : trois charmantes jeunes femmes qui dansent quelques instants sur un thème de Debussy en n'ayant l'air de ne penser qu'à cela et d'en être très heureuses.

En tous cas, si elles pensent, ce doit être avec leur corps, comme il convient à des danseuses.

Car la danse est essentiellement païenne et, s'il y a spiritualisation c'est la spiritualisation de la chair, de toute connaissance et encore l'opinion d'Isidore la chair.

C'était bien l'avis des Grecs, qui s'y dora Duncan — dont Mme Darciel se réclame pourtant — qui, lorsqu'elle le pouvait, dansait toute nue.

Ce n'est sans doute pas du goût de « l'Union Catholique du théâtre » et c'est aussi pourquoi nous pensons que la danse n'a rien à gagner dans cette galère.

Interim.

Dans notre prochain numéro un intéressant article de De Malander : **La Tétralogie de R. Wagner**

Le Temps des Croisades

par Jacques Grello

Jacques Grello, jeune chansonnier montmartrois plein de verve et de talent, ayant commis la réjouissante chose ci-

Marche (à reculons) héroïque

Tout bardés d'armes défensives
Et le moral hypertrophié,
Nous sommes en plein' expectative,
Il n' faut pas se l' dissimuler.
Pour nous faire entrer en campagne
Il suffirait, résumons tout,
Il suffirait qu' la main d' l' Allemande
Fout' son doigt dans l' œil de Moscou.
Alors, comme à l' accoutumée,
Nous partirions pour n' importe où,
Le cœur grisé d' union sacrée
Et bouillants de fureur... itou.

Et vivent les croisades
O gué

Et vivent les croisades !
Monsieur Mussolini brave
Gonfle le torse et le menton.
Staline rit dans sa moustache,
En dénombrant ses bataillons.
Sur ce le Japonais se vautre
Aux pieds d' Hitler, grand aryen blond
Qui répond : « Vous en êtes un autre... »
Et Londres achète des avions.
Tandis qu' avec persévérance
Nous répétons... ad libitum
Cette tant vieille inconscience :

« Si vis pacem para bellum ».

Et vivent les croisades
O gué

Et vivent les croisades !
Si bien qu' un jour, je le présume,
Vêtus de gros drap mal coupé,
Nous nous r' trouv' rons quasi-posthumes
Les jours de gloir' s'ront arrivés.
« La chose est vraiment stupéfiante,
Gémiront nos chefs, éperdus,
Nous étions tous pour la détente,
Mais qui donc a appuyé d' ssus ?
Nous éclaircirons cette histoire
Plus tard, nous en parlerons.
Maintenant l'heure est péremptoire :
Formez, formez nos bataillons ! »

Et vivent les croisades
O gué

Et vivent les croisades !
Et ce s'ra la paix intérieure,
Plus d' bras tendus, de poings fermés,
Y aura plus qu' un geste à toute heure,
C'est par là-bas, enfants, partez !
Nous entrerons dans la carrière
Et tout un chacun marchera.
Bien sûr, La Rocque est libertaire
Mais Thorez le convertira

Et vivent les croisades !
Vive le temps des testicules,
Tous les poètes lâcheront
Leur lyre tendre et ridicule
Pour nous jouer des airs de clairon.
Pier' Scize écrira les « tartines »
Servant à fair' des prisonniers,
Farrère dop'ra la marine,
Vautel f'ra les appels du « pied »
Dans le grand vent des rotatives
Que frissonnent les étendards
Adieu colombe trop plaintive,
L'air brui'ra du vol des « canards »

Et vivent les croisades
O gué

Et vivent les croisades !
En avant donc pour que survive
La flamme d' la civilisation !
Il paraîtrait qu' elle s' avive
De notre commune extinction.
Tous partiront, faudra les suivre,
Mais je me sens plein de tiédeur,
Bien plus jaloux de leur survie
Que de partager leur fureur.
Pour me résumer, j' vous assure
Qu' un cri me semblerait heureux,
Permettez que je le sursure,
Avant qu' il ne soit séditieux :

Et à bas les croisades !
O gué !

Et à bas les croisades !

Monsieur Van Zeeland

(Suite de la 1^{ère} page.)

M. Van Zeeland devint de plus en plus un grand homme.

Quel est maintenant l'avenir de cet homme ?

Car enfin cet équilibre politique et social apparent prendra fin ici comme partout. M. Van Zeeland ne s'en tirera pas toujours avec ses discrets trémolos.

Sous son sourire commercial et son gant de velours a-t-il une main de fer ? Il se paraît que oui et l'on ne peut y penser sans effroi.

Irrésistiblement on songe à un autre chef d'Etat qui régna, lui aussi, dans des conditions toutes particulières.

Mais un jour vint où le conflit entre privilégiés et exploités devint aigu, où la réaction voulut des gages et où les ouvriers Viennois ne voulurent pas céder. Et le petit Dolfus ayant consulté sa conscience chrétienne et nationale fit tirer au canon contre les maisons ouvrières, tuant hommes, femmes et enfants.

Après quoi l'ordre régna. Ainsi va la vie. Ainsi se pose de nos jours le problème social.

Sans doute il est plus aisé d'aller au congrès de la jeunesse ouvrière chrétienne dire que l'on est avec elle, puis au congrès des patrons chrétiens dire que l'on est aussi avec eux. Et aussi avec la haute finance et la petite épargne. Avec le cercle Mars et Mercure et avec les chômeurs. Pour la démocratie et pour le renforcement de l'Etat. Pour et contre le parlementarisme et tout.

Sans doute, toute la politique de M. Van Zeeland consiste à ne pas choisir. Mais il arrive aux hommes d'Etat de ce genre que l'Histoire les choisisse.

Petite Correspondance

Van H., Bruxelles. — On s'est moqué de vous ; il est inexact de croire que M. Spaak veuille publier à nouveau l'« Action Socialiste ».

Lecteur, Liège. — Envoyez toujours le fric, on verra après...

Abonné, Congo. — Non, M. de Laveleye n'est pas un Spaak libéral.

Madame Dugommier. — Selon le « Pays Réel », c'est au début de novembre 1936 que les troupes du général Franco ont pris Madrid ; mais cette information semble prématurée.

Bob. — Jouxhaux les cœurs ! (comme on disait en 1914).

Ginette. — Il vaut mieux que tu mettes ta combinaison rose.

Baron de Dorlodot. — Non, Léo Campion n'a pas préfacé un livre de Pierre Fontaine.

Pierre D. — Oui, le camarade Van Roey est judéo-marxiste et on le prétend franc-maçon.

Cordon bleu. — L'omelette sur le gril est plus vite préparée.

Olga Lipette. — La « lettre de Paris », c'est le travail du Pappo.

Emile V., Résidence. — Léopold est un des rares belges qui soient encore républicains.



Mimi. — Non, nous sommes incorruptibles. A moins qu'on y mette le prix.

Un chercheur. — Rien ne vous permet d'affirmer que c'est M. Georges Vaxelaire qui rédige « Humour Anglais » dans le « Soir » ; il est consul de Pologne.

Henday admiratrice. — Soyez rassurée, Henday ne porte pas de suspensoir. Vous pouvez lui écrire à l'adresse du journal.

Charles B. — Non, nous n'avons pas été invités aux fêtes du Couronnement de S. M. George VI.

Niam, Ixelles. — F.A.I. veut dire Fédération Anarchiste Ibérique et non pas comme vous le supposez Fédération Anarchiste Ixelloise.

M. Victor. — Le Plan De Man ? Quel Plan De Man ?

Docteur KLETTE.

OUVRAGES RECOMMANDES

Le Rassemblement International contre la Guerre et le Militarisme fr. 1.25

La Révolution en Espagne, par Jean de Boë 1.25

REX vu par Léo Campion (32 dessins) 2.—

Le Socialisme contre l'Autorité, par Ernestan 3.—

Zo d'Axax, par Léo Campion (illustré) 10.—

Editeur responsable : Léo CAMPION, 56, rue Morie de Bourgogne, Bruxelles.

Impr. La Productive, 54, r. de l'Etuve, Brus.

Souvenirs d'Actualité

Les « Cahiers Mensuels » de Spartacus (140, Bd St-Germain, Paris 6^e) viennent d'éditer un copieux et intéressant fascicule sous le titre « Union Sacrée ».

C'est l'histoire, trop peu connue malgré tout, de l'infâme trahison et de l'immense duperie de 1914. Tout serait à citer dans cette excellente documentation.

Voici de départ raconté par Dumoulin, un des très rares militants syndicalistes français qui garda la tête froide parmi les hommes en folie furieuse.

« Nos syndiqués sont allés à la guerre, ils n'ont pas fait l'insurrection. Je les ai vus partir, nous sommes partis ensemble, nous avons pris la même rame de wagons à bestiaux qui nous conduisait vers l'endroit où l'on devait nous outiller en guerriers. Mon train ressemblait aux autres, il était identique à ceux qui nous précédaient et à ceux qui nous suivirent. Il était bondé du même monde d'ouvriers, de paysans, de commerçants et d'employés. Les chants, les cris, les cacarres étaient semblables dans toutes les gares et sur tous les réseaux ferrés. Partout où la craie avait pu trouver place, elle avait tracé des inscriptions uniques qui restent pour l'histoire : « EN ROUTE POUR BERLIN ! », « LA GUEULE A GUILLAUME ! », « VIVE LES GONZESSES BOCHES ! », j'en passe, et non des moindres. Les cris et les chants procédaient des inscriptions, indiquant dans quel état d'esprit la masse quittait ses foyers, ses intérêts, femme et enfants, et tout ce qui constitue le prix de l'existence. Je ne reproche rien, constate. Parmi ce monde, je souffrais. Mon silence était le signe de ma désapprobation autant que la honte qui m'étouffait... Dans mon wagon, nous étions trois silencieux. Les deux autres, deux frères, avaient quitté leur mère le matin ; ils pensaient. Leur mise n'indiquait pas des ouvriers, ils ignoraient le syndicat et détestaient la guerre. Les autres allaient à Berlin et buvaient du vinard. IL EST BON DE SE SOUVENIR QUE L'ON ALLAIT A BERLIN. Autant que le plus outrancier des chauvins, je suis l'ennemi des envahisseurs, mais, dans une action mauvaise, l'intention équivaut à l'acte, et je reste l'ennemi des envahisseurs, même ceux qui n'ont pas réussi à envahir.

« Je ne sépare pas les hommes des autres hommes. Je veux être juste. Y avait-il des syndiqués dans mon wagon, dans mon train, dans les trains sui-

vant et précédent le mien ? Oui, ils étaient là, noyés, perdus, pris dans le remous et animés par la contagion du concert belliqueux. Il y avait d'autres silencieux, d'autres souffrants, faisant exception dans la cohue, ceux-là se reconnaîtront. Je les ai vus partir pour le champ de bataille, fleuris, enthousiastes, patriotes. A quel moment se sont-ils ressaisis ? Jusqu'où sont-ils allés pour comprendre nos erreurs communes et percer l'épaisseur des ténèbres ? Nul ne saurait le dire. Exclue du monde des idées, nourris des lectures guerrières, il leur a fallu longtemps pour pouvoir réfléchir.

Quand je les ai retrouvés à Verdun, ils en voulaient à tout le monde : aux journaliers, aux députés, aux socialistes, aux Parisiens, aux gendarmes, à ceux de l'arrière. L'impression la plus forte, la plus nette en eux, était celle du bourrage de crânes, du mensonge, de l'exagération, de l'erreur... »

L'irréparable est maintenant accompli. Partez, camarades syndiqués, partez, camarades du Parti, pour la dernière des guerres, partez sous la botte de l'Etat-Major, pour défendre vos libertés, partez défendre la Russie tsariste pour lutter contre l'autocratie et l'impérialisme... allemands. Partez, vous n'en avez que pour quatre ans...

Mais voici une autre musique d'un grand joueur de clairon qui malheureusement sévit encore de nos jours, et s'apprête à commettre les mêmes crimes.

Les cahiers de Spartacus publient ce morceau sous la rubrique : « Extraits de la vie des Saints ».

« Nul ne peut plus douter aujourd'hui des intentions de l'Italie. Elle va participer au conflit et il n'y a pas un habitant de la Péninsule qui n'en soit convaincu à cette heure. CE N'EST PAS QU'ON Y MONTRE PARTOUT UN GRAND ENTHOUSIASME ; mais qui oserait reprocher à un pays de ne pas se jeter dans l'aventure redoutable sans en prévoir les conséquences ? (!!!) Pour être juste, disons que L'IMPENSE MAJORITE DES ITALIENS NE VEUT PAS LA GUERRE ; mais chacun sent que les événements sont plus forts que les volontés et qu'on y est entraîné malgré soi, sans que la résistance soit possible ». (Cachin Y est tout de même bien pour quelque chose...)

« Il est vrai qu'il y a tout de même un contingent d'Italiens qui poussent depuis plusieurs mois à l'action nécessaire. On les trouve parmi les républicains,

Vive le Front Populaire

Du Merle blanc, nous extrayons ces quelques lignes biographiques sur Eliac Vézian :

« Eliac Vézian est originaire du Gard. En 1902, élève de l'Ecole Supérieure d'Alès, il a seize ans. Brusquement, il renonce à la préparation du brevet élémentaire, pour apprendre un métier manuel.

Le voici menuisier, aide-arpenteur. Sa journée de besogne accomplie, il consacre la moitié de ses nuits à l'étude. Le désir de voyager l'empêche. Professeur à Cracovie, dessinateur dans une compagnie de chemins de fer, employé d'une société minière, il visite l'Italie, revient en France à pied, trouve une situation au Maroc, gagne l'Espagne, pauvre toujours, mais libre et possédé d'idéal.

1914, la guerre. Bien qu'auxiliaire, Vézian est versé dans une unité combattante, un régiment de chasseurs alpins. Il prend part aux terribles combats de l'Hartmannwillerskopf. Une permission lui échoit. Vézian passe la frontière. A Barcelone, le contre-espionnage français s'émuet de ce turbulent déserteur ; une dégoûtante intrigue est tramée pour l'abattre : un couple s'installe dans sa maison, se lie d'amitié avec lui, multiplie

les prévenances. Un jour, on le convie à pique-niquer dans la montagne, pas loin de la frontière de France... Et c'est le guet-apens : la ruée d'une escouade de mouchards, l'enlèvement.

Montpellier, conseil de guerre. Verdict : la peine de mort, la cour militaire de Toulouse révisé le procès : Vézian est condamné aux travaux forcés à perpétuité, pour désertion et délit de presse. En 1918, la peine est commuée en dix-sept ans de bagnes.

Les dix-sept ans ont été accomplis, jour par jour. Mais la relégation perpétuelle attache Vézian aux Rives de Cayenne.

C'est toute son histoire. La Patrie Humaine et le Merle blanc qui mènent campagne pour obtenir du Gouvernement de Front Populaire la levée de l'obligation de résidence forcée aux colonies pour Vézian, ont recueilli plus de 300.000 signatures.

Mais Vézian est toujours à Cayenne. Parce que vous comprenez bien que si de Gouvernement français de Front Populaire n'a pas appliqué le premier point de son programme : l'Amnistie, ce n'est pas pour faire preuve d'équité vis-à-vis d'un vulgaire militant pacifiste. Vive de Front Populaire !...

Promotion

Notre éminent ami et talentueux collaborateur Monsieur de docteur Klette (qui n'est du reste pas plus docteur que vous ou moi — et quand nous disons vous, nous exceptons bien entendu les docteurs) ; notre éminent ami, écrivains-nous donc, n'a pas été décoré cette année. Pas plus que les années précédentes.

Nous félicitons bien sincèrement notre talentueux collaborateur de cette preuve d'indépendance bien rare chez les hommes de science de sa qualité et de sa compétence.

Et nous attendons avec impatience et de pied ferme le moment d'absorber la tournée bien tassée qu'à la suite de ces propos mérites autant que désintéressés, notre savant ami et prestigieux collaborateur M. le docteur Klette ne manquera pas de nous offrir spontanément et sans que nous ayons fait quoique ce soit pour lui faire y penser.

Marcel CACHIN

l'Humanité du 27 avril 1915.

Sans commentaires et à la prochaine!